

Presse / pseudo-débats

Les nouvelles tactiques de propagande des technosciences

« Ce n'est qu'un début / Continuons le débat »

Résumé des épisodes précédents

Dans les années 1970/1980, la France se nucléarise dans le mensonge et les Compagnies républicaines de sécurité. Fin des années 1990, des faucheurs d'OGM s'attaquent aux centres de recherche agronomique et aux champs d'expérimentation. Panique dans les sciences et l'industrie, les OGM sont interdits à la culture sur le sol français.

2002 : l'État crée la Commission nationale du débat public (CNDP) pour concerter les populations victimes des grands projets d'aménagement.

2010 : sabotage du débat national sur les nanotechnologies. *Idem* en 2013 avec celui sur les déchets nucléaires à Bure. Panique bis : le modèle d'acceptabilité de la CNDP est lui aussi battu en brèche.

Les 16 et 17 juin derniers, la CNDP rassemblait plusieurs centaines de personnes, journalistes, sociologues, associatifs, députés et industriels, pour plancher sur « Le citoyen et la décision publique ». L'occasion d'approcher les marchands de concertation publique qui remédieront aux échecs de la CNDP.

« La France est dans une situation difficile du fait de sa perte de compétitivité au niveau européen comme mondial. Comment imaginer que nous puissions remonter la pente sans innover ? » ont lancé quatre ex-ministres aux perturbateurs de débats sur le nucléaire, les nanotechnologies ou le gaz de schiste.¹ Comment innover sans la participation des sujets ? Une semaine après ce colloque de la CNDP, ce sont les médias nationaux qu'on mobilise en séminaire au service du Progrès. Compte-rendu.

Réunion de crise à la Cité des sciences. La ministre de l'environnement Ségolène Royal doit conclure, c'est dire ! Douze ans après l'avoir mise en place, l'ancienne ministre Verte Dominique Voynet constate l'échec de la Commission nationale du débat public : « *Pour les riverains, la CNDP allait permettre de donner son mot, or elle est apparue comme un processus d'acceptation.* » On entend qu'il « faut trouver des motivations pour faire participer les gens » ; que la méfiance est grande vis-à-vis des « pouvoirs politiques », des « lobbies » et d'Internet² ; qu'en revanche il n'y a « pas de souci du côté des experts et contre-experts. » En cause : l'annulation des débats sur les nanotechnologies en 2009-10, et de celui sur l'enfouissement de déchets nucléaires en 2013. Les experts en démocratie participative se succèdent à la tribune, se grattent la tête, affichent des regards profonds et emploient des termes comme « *processus cognitivo-public* » pour proférer des banalités. Ces deux jours de bilan alarmé révèlent une course aux citoyens infernale : conseils de développement, enquêtes d'utilité publique, conseils de quartier, des enfants et des seniors, suffrages universels, comités locaux d'informations, maisons de

1 « La France a besoin de scientifiques techniciens », Robert Badinter, Jean-Pierre Chevènement, Alain Juppé et Michel Rocard, *Libération*, le 14 octobre 2013.

2 Synthèse de l'enquête TNS Sofres pour la CNDP, debatpublic.fr.

projet, conférences de consensus, débats publics, réseaux sociaux et *open-data*, etc. La liste des moulins à vent participatifs est si longue qu'elle en devient suspecte. Un anonyme demande, naïvement : « *Au fait, c'est quoi un débat public "réussi" ?* » Pas de réponse.

La participation des « *citoyens* » est certes un moyen d'obtenir leur assentiment.³ Ce que ces autorités réunies reconnaissent enfin. Surtout, elle permet aux pouvoirs publics et aux chefs de chantier de collecter des bonnes idées. Si le Conseil régional Nord-Pas de Calais instaure cette année une « instance de concertation », c'est que « *le débat public doit permettre d'éclairer et d'enrichir la décision prise* » pour « *concourir à optimiser l'efficacité de l'action publique* ». ⁴ L'avis des habitants ne vaut que s'il contribue à la décision politique. L'ancien vice-président de France Nature Environnement et de la CNDP Patrick Legrand nous donne cet exemple : pendant la construction de la centrale atomique ITER, « *le débat public a fait apparaître qu'il manquait des places de crèche pour accueillir les Prix Nobel* » – les industriels opinent du chef. Ou comment chacun doit participer à la destruction de son propre environnement. Sans quoi il est taxé d'« *anarcho-je-sais-pas-quoi sans grand contenu* » pour reprendre les termes – à grand contenu – de M. Legrand.

Le business de la concertation

Les stands à l'entrée du colloque renseignent sur le marché de la « concertation des habitants » : emplois, subventions, appels à projets publics et privés.⁵ Cabinets d'audit, de *consulting* et de com', labos de recherche en bureaucratologie, commissions *ad hoc* ou instances régionales avancent leurs *solutions* face aux défaillances de la « démocratie technique » déplorées par la CNDP elle-même.

« *Pour le prix d'un débat public, on peut faire trois ou quatre conférences de citoyens* », plastronne le briseur de contestation Jacques Testart, venu faire la promo de sa Fondation Sciences citoyennes : plutôt que des grands débats publics onéreux et prêtant le flanc à l'opposition, des petits débats à huis clos avec citoyens certifiés « apolitiques » formés par des experts. Quand le débat de la CNDP sur les déchets nucléaires a été perturbé et annulé par les anti-nucléaires, M. Testart l'a remplacé au pied levé avec ses citoyens sur-mesure.

Les agences pour améliorer le dialogue « science-société » ou « technologie-société » poussent comme des champignons. Waxscience promeut « *une science sans stéréotype auprès des jeunes [par] des approches et des outils innovants fondés sur l'interdisciplinarité* » : conférences, ateliers, spectacles, débats. Le Groupe Traces vend ses services de médiation scientifique – « *serious games collaboratifs* »⁶, conférences, interventions théâtrales – aux industries en prise avec des « *controverses sociotechniques* » (un euphémisme pour opposition politique), comme le chimiste Bayer (OGM, pesticides, vaccins et expérimentation animale).⁷ L'association Universcience est une co-production de la Cité des sciences et de l'industrie, et du Palais de la découverte. Elle souhaite « *réconcilier sciences et techniques avec notre culture et notre société* » grâce à des expositions pédagogiques à destination des enfants ; mais surtout grâce à l'argent d'IBM, de la RATP, d'Air France ou d'Airbus.

Plus la société est jeune, plus son dialogue avec la science industrielle sera fertile. L'Arbre des connaissances propose aux élèves de maternelle et du primaire des « Ateliers Arts Sciences », aux

3 Voir « L'art de faire avaler la pilule. Enquête sur l'acceptabilité sociale », Clark Kent et Loïs Lane, revue Z n°1, à lire sur piecesetmaindoeuvre.com.

4 Participons.net

5 Par exemple, la Fondation de France finance des projets dans le cadre des « Démarches participatives ».

6 « Des jeux vidéo pour une contrainte ludique », labrique.net, 2012.

7 « Bayer soigne les âmes de ses fils d'Eichmann », labrique.net.

collégiens et lycéens des ateliers « Jouer à débattre ». ⁸ Ses ressources proviennent aussi bien de centres de recherche (INSERM, Genopole) que d'entreprises (Thalès, L'Oréal). Nous pourrions évoquer aussi le projet Nano-école qui organise des ateliers dans les classes de collège et lycée pour terminer le tableau des techno-pédophiles.

La liste des cabinets de conseil et de concertation est trop longue pour les présenter en détail : Planète publique, Helixeo, Institut de la concertation, agence Stratis, DebatLab, ResPublica. IDDEST, DialTer. L'association Arènes accompagne « *les équipes de maîtrise d'ouvrage et les acteurs locaux dans leur volonté de contribuer à la vitalité du débat démocratique et à l'avènement d'une planification de territoires durables* » : cafés-débats, dispositifs de concertation ou retours d'expériences participatives sont organisés pour le compte d'entreprises ou de collectivités locales.

La plus significative de ces structures, celle où copulent entreprises, élus, collectivités locales, sociologues et politistes de renom ⁹, est sans doute Décider ensemble. RFF et SNCF, RTE et EDF, Suez, Orange, Sita voient dans ses démarches de concertation le moyen de « *bonifier* » un projet, de « *tenir les délais et les coûts en gagnant du temps à long terme.* » L'intelligence collective au service de l'intérêt général des industriels et des aménageurs.

Scoop : les espoirs de revivifier la démocratie participative reposent sur les « acteurs du numérique » avec leurs débats sur Internet plutôt qu'*in vivo*. Pour mettre les industriels à l'abri des jets de tomates. La Fondation Internet Nouvelle Génération (FING) vend ses services aux collectivités locales et aux entreprises pour « *anticiper les mutations liées aux technologies et à leurs usages* ». Le Nord-Pas de Calais, les conseils généraux de Seine-et-Marne, de l'Essonne ou la Mairie de Paris se sont déjà portés acquéreurs. Des « *ateliers laboratoires d'usages innovants [feront] émerger de nouvelles conditions d'exercice de la démocratie locale par la mise en valeur des acteurs, des expérimentations et des réalisations en s'appuyant sur le numérique.* » Convaincue par l'ouverture des données publiques, ou « Open Data », la FING se fait le relais de la propagande ministérielle en la matière, notamment celle du service du Premier ministre Etalab (le Lab de l'État !). Hauteur des trottoirs, emplacement des arrêts de bus ou thésaurus des interactions médicamenteuses sont autant de « *données* » qui permettraient aux citoyens de *booster* leur implication « *démocrATIC* » sans jamais remettre en cause quoi que ce soit. Toujours « comment », jamais « pourquoi ».

Dernier *acteur* de cette économie de la démocratie participative, la recherche en sciences sociales dont les programmes de recherche et les conseils nourrissent des centaines d'experts en délibération. Le sociologue Michel Callon en est le plus fameux représentant, lui qui avec ses collègues Lascoumes et Barthe théorisa la « démocratie technique » dans le livre *Agir dans un monde incertain* en 2001. Lui qui fustige pendant le colloque la démocratie directe, pour lui préférer les panels de citoyens formés par des experts. Lui qui vend cher ses prestations à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs à l'occasion du débat public mené à Bure. Lui qui travaille à la « sociologie des innovations » pour les Mines ParisTech.

Un aperçu de ce marigot de chercheurs nous est offert par le Groupement d'intérêt scientifique sur la participation du public aux processus décisionnels et la démocratie participative (PPDDP pour les barbares). Cet ensemble de labos vit des subventions des collectivités locales ou des entreprises. On y retrouve la crème de la nucléocratie (RTE, EDF ou l'IRSN), des fabricants de territoires à grande vitesse (RFF ou l'IFSTTAR) et des fabricants de consensus comme France Nature Environnement ou l'immanquable Fondation Sciences citoyennes.

Pour prévenir les critiques de concertation *a posteriori* de projets déjà engagés, l'avenir serait à la « *coproduction de savoirs* ». Ainsi le Programme « Chercheurs-citoyens » de la Région Nord-Pas de Calais, qui représenterait un modèle du genre en rassemblant labos et associations. Ou encore, selon les

8 Voir « (Pseudo) forum de la biologie de synthèse – Dissection et procès-verbal », sur http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=419

9 Parmi les plus éminents membres du Conseil scientifique, chapeauté par France Telecom Orange, on retrouve Dominique Bourg, Loïc Blondiaux, Rémy Lefebvre, Pierre-Benoît Joly, etc.

baratins cybernétiques, la logique des « cerveaux en réseau » ou de « l'innovation ouverte » qui, grâce aux réseaux « pair à pair », aux wikis et à l'*open data*, associerait chercheurs et citoyens.¹⁰

Cette liste des profiteurs de la démocratie, technique ou non, néglige les permanents associatifs et d'ONG, devenus comme les permanents syndicaux des professionnels de la concertation, et dont l'intérêt objectif est de sauver leur poste. Passons aussi sur les instituts de sondage qui renseignent les faiseurs d'opinion – et dont la CNDP est cliente. Et sur les services de communication des centres de recherche (CNRS, INSERM, CEA) et des industriels. Ces structures publiques, privées, associatives, travaillent ensemble tout le temps, sont partenaires, sponsors, membres des comités scientifiques ou des conseils d'administration, les uns dans les autres et vice-versa. Tout une technocratie plus ou moins citoyenne vit de ces pseudo-débats. Elle a intérêt à les poursuivre malgré leurs échecs constatés : « *Ne sommes-nous pas le prototype d'une administration nouvelle ?*, se demande le représentant de France Nature Environnement, confondant démocratie et technocratie. *Qu'on ne fasse plus ne serait-ce qu'une soudure au CEA sans savoir qu'il y a eu un débat !* » Qu'importe, tant qu'on fait la soudure.

La réponse à la question « qu'est-ce qu'un débat réussi ? » nous est donnée par le président de la CNDP lui-même. Peu importent les conclusions d'un débat, ni qu'elles soient suivies par les industriels, l'important c'est de participer : « *La légitimité d'une décision dépend finalement moins de son contenu intrinsèque que des conditions de son élaboration. [...] Bien entendu, ce qui est délibératif, c'est la procédure et non la décision, qui appartient au politique* » explique-t-il dans une récente tribune.¹¹ Ses pistes pour transformer les citoyens en acquiesceurs ? Des débats locaux, plus petits, plus nombreux et avec des citoyens qui sauront établir des conclusions « *digne[s] d'intérêt pour le décideur* ». Exemple à Bure où la conférence de citoyens disciplinés constitue une initiative « *très encourageante pour l'avenir* ». Pour tisser des liens privilégiés avec quelques citoyens, une vieille idée réapparaît en France, après avoir été expérimentée aux Pays-Bas : les « Boutiques des sciences ». Celles-ci existent à Lyon, Grenoble, Cachan, et bientôt le Nord – Pas de Calais : « *La boutique de sciences envisagée pour la région aurait plusieurs missions et objectifs : 1 - En amont, la boutique traite les demandes issues de la société civile en mettant en place un comité de pilotage mixte ; 2 - Puis, elle reformule ou traduit les besoins exprimés par les associations demandeuses en question de recherche ; 3 - Une fois les questions énoncées, elle met en relation les projets de recherche avec un étudiant et un encadrant.* »¹² Bref, il s'agit toujours de mettre les citoyens sous tutelle d'experts et d'abriter les décideurs politiques derrière des décors ludiques, participatifs et trompeurs.

Mobilisation des médias

Une semaine après la CNDP, nous voici à l'Institut des sciences de la communication du CNRS pour un colloque sur les liens entre scientifiques et journalistes. Le mot ne sera jamais prononcé, mais il est question de « propagande ». Sur scène, le sénateur Leleux, des journalistes du *Figaro* (Cyrille Vanlerbergue), de *Libé* (Sylvestre Huet) et du *Monde* (Stéphane Foucart), et des scientifiques. L'idée, soufflée par l'ambassade du Royaume-Uni : créer une « *interface* » entre journalistes scientifiques et chercheurs, sur le modèle du *Science Media Center* britannique (SMC).

L'idée de pré-mâcher l'info scientifique est apparue en France dans un rapport parlementaire¹³ publié en janvier 2014 intitulé « Faire connaître et partager les cultures scientifique, technique et industrielle : un impératif. » Un impératif pour qui ? Il s'agit de trouver des moyens pour la « *démocratisation* » des cultures scientifiques et industrielles afin de renouer une « *confiance durable* » entre les pouvoirs

10 Voir le dernier chapitre de *Sciences, techniques et société*, C. Bonneuil et P.-B. Joly, La Découverte, 2013.

11 Christian Leyrit, *Huffington Post*, 25 juillet 2014.

12 « Les boutiques des sciences comme outils pour les sciences en société », Bertrand Bocquet, *Les Nouvelles d'Archimède*, 1^{er} trimestre 2013.

13 Rédigé par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST). Voir « La machine parlementaire au service de l'homme-machine », piecesetmaindoeuvre.com.

publics, la communauté scientifique et la société civile, et de « *favoriser une approche apaisée et efficace de questions controversées comme les nanotechnologies et les OGM ou de domaines émergents tels que la biologie de synthèse.* » En clair : utiliser les associations, l'Éducation nationale et l'enseignement supérieur, les artistes, les réseaux sociaux ou les musées pour désamorcer les critiques *politiques* émises à l'encontre de technologies criminelles, et insuffler une culture scientifique à la Nation. Il y va de la puissance industrielle de la France : « *Le développement économique de notre pays, dans une économie mondialisée, ne peut aller sans une population hautement qualifiée, à même d'inscrire la France parmi les pays les plus en pointe dans les domaines de la recherche fondamentale ou appliquée.* » Il s'agit de lutter contre la « désaffection » pour les filières scientifiques et techniques de la part des jeunes, et notamment des femmes sous-représentées dans les écoles d'ingénieurs et les labos de recherche.

Parmi les relais influents, les médias. *C'est pas sorcier* ou *On n'est pas que des cobayes* à la télévision. *La tête au carré* (Mathieu Vidard) sur *France Inter*. Le supplément « Science et Médecine » du *Monde*. Le partenariat signé entre *Le Figaro* et l'Académie des sciences. Ou encore le Forum annuel « Sciences, recherche et société » organisé par *Le Monde* et *La Recherche* en collaboration avec *Arte* et *France Inter*, Total, Orange, Renault, l'Andra (déchets nucléaires) ou l'Ademe (enfer vert). Si ces journaux reçoivent les félicitations des parlementaires, des défauts persistent. Le « *sensationnalisme* », qui peut nourrir des « *peurs* », ainsi que l'aurait montrée l'enquête du Pr. Séralini à propos des OGM. Surtout, l'éternel manque de visibilité : *il faut parler de science dans les médias.*

Pour relever ces défis, le rapport propose « *l'institution de quotas d'émissions scientifiques aux heures de grande écoute dans le cahier des charges des chaînes publiques.* » Mais aussi, ce fameux *Science Media Center* à la française, que serait l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST). Celui-ci aiderait les journalistes à « *faire leur travail d'information, notamment en cas d'événement imprévu, tel que l'accident de la centrale de Fukushima ou l'affaire Séralini.* » Éléments de langage, citations prêtes à placer dans les articles, le SMC tiendrait presque la plume : « *Un dispositif serait mis en place en temps de crise pour assurer la mise en contact des journalistes avec les experts pertinents.* » En attendant les robots-journalistes. Selon Mme Chevalier de l'IHEST, l'effort doit porter sur la présence des sciences humaines. D'une part, en tant que sciences à valoriser. Surtout, comme un moyen d'étude des *controverses* scientifiques et techniques pour un emballage « humain et social » du désastre techno-industriel.

Stéphane Foucart, journaliste scientifique du *Monde* et militant de la bonne science, ne manque pas de dénoncer les conflits d'intérêts entre scientifiques et industriels – conflits que l'on retrouve dans le SMC anglais, et qu'a révélés l'affaire Séralini. Mais il oublie les conflits d'intérêt entre la presse, les industriels et l'État – notamment dans son propre journal. Nous y reviendrons.

Ce que nul chercheur, associatif ou journaliste n'a rappelé pendant ces deux colloques, nous l'avons appris, si nos souvenirs sont bons, en 1^e « Économique et sociale » : les intérêts entre le capitalisme industriel d'un côté, les ouvriers et riverains de l'autre, sont *inconciliables*. Nul défaut de communication, d'intelligence collective ou de compréhension technique ne peut expliquer les échecs de la « démocratie technique ». Les victimes du *progrès* continueront à se rebeller.

Tomjo, 25 août 2014